

PRÉSENTATION

Laurence KAUFMANN

Olivier VOIROL

*“To be an intellectual, you must let your
mind become a moving prism, catching light
from as many angles as possible”*

C. Wright Mills

The Sociological Imagination, 1959

Au cours des deux dernières décennies, on a assisté à une forte spécialisation des disciplines étudiant les médias et la communication. Outre l'apparition, en France, de filières d'enseignement spécifique, les « sciences de l'information et de la communication », c'est tout un domaine qui s'est entre-temps développé, avec ses colloques, ses revues, ses thématiques. Or, dans ce processus, les études sociologiques sur les médias tendent à « décrocher » de leurs ancrages originels dans la sociologie générale. Du coup, elles tendent à perdre de vue les processus sociaux généraux dans lesquels les phénomènes de communication sont imbriqués.

Cette évolution de la sociologie des médias, Paul Beaud l'observait il y a plus de vingt ans et en avait fait un thème de réflexion, sinon de préoccupation. La sociologie des médias qu'il proposait visait précisément à rompre avec le « médiacentrisme » en étendant l'étude des médias à celle des médiations sociales. Il se plaisait ainsi à passer d'un domaine à l'autre de la sociologie, à transposer des questions d'un « objet » à un autre : du travail à l'art, des techniques à la culture, des médias aux objets, etc. Ces différents thèmes, loin d'être confinés dans des domaines de spécialisation, étaient appréhendés

comme les déclinaisons complémentaires d'un programme général de réflexion et de recherche sur les médiations sociales. Un tel programme est particulièrement bien articulé dans *La société de connivence* (1984), qui frappe par l'érudition de son auteur comme par ses idées assez iconoclastes. À côté d'une discussion critique du fonctionnalisme, on rencontre des thèmes aussi divers que le jeu d'échec, le chant grégorien, les dictionnaires, les cartes postales, les disques ou encore les horloges. Loin d'être isolées les unes des autres, ces questions sont articulées par une sociologie des médiations qui s'attache à dégager les liens qui unissent les phénomènes.

Un tel programme, prometteur et ambitieux, sous-tendait ses enseignements en sociologie des médias, du travail, de la culture et de la communication qui ont marqué, à l'Université de Lausanne, des générations d'étudiants. Par sa culture impressionnante, son sens critique et sa curiosité intellectuelle, Paul a incité les étudiants à reposer les problèmes sous des angles inédits, à s'interroger sans cesse, à affûter leur regard sur le monde social. En défendant avec une conviction jamais tarie une conception du savoir tournée vers la liberté et la réflexion, mais aussi vers une forte exigence de culture, il a dirigé de nombreuses recherches, thèses de doctorat et mémoires de fin d'études qui ont très souvent façonné la vie professionnelle et intellectuelle de leurs jeunes auteurs. Il s'est également dépensé sans relâche pour rendre moins précaire la vie des personnes qui l'entouraient professionnellement. Ce souci du devenir de ses collaboratrices et collaborateurs ne manifestait pas seulement un véritable sens du devoir institutionnel ; il manifestait également et surtout une forme suprême de savoir-vivre.

Paul était contre toute surestimation intellectualiste : il aimait rappeler que les paroles ou les idées n'ont pas nécessairement d'effets ; elles sont précieuses, disait-il, pour mesurer les rêves et les aspirations d'une époque, non pour mesurer ses réalités. Ce sont pourtant ses paroles et ses idées qui ont déterminé l'aspiration de beaucoup à devenir, comme lui, un intellectuel. Car ses cours donnaient envie de penser ; les intuitions et les réflexions qui jalonnaient ses écrits donnaient à penser ; enfin et surtout, il autorisait à penser en accordant, même aux débutants maladroits, le droit à la parole. C'est dire si Paul incarnait la figure de l'intellectuel – une figure qu'il caractérisait avec humour comme un mal nécessaire. Surtout, c'était un intellectuel généreux : jamais il ne revendiquait la paternité des idées qu'il contribuait pourtant à faire émerger. Au contraire, il suggérait, avec le mélange de distance et d'autodérision qui le caractérisait, que l'enseignement de la sociologie devrait procéder de la même façon

paradoxe que les écoles d'art : enseigner aux étudiants ce qu'ils doivent oublier¹. En dépit des apparences, une telle recommandation est bien difficile à suivre tant nous sommes nombreuses et nombreux à reconnaître, au détour d'une phrase ou d'une réflexion, la marque de son empreinte.

Partageant sa passion pour des domaines aussi variés que la science, le travail ou les arts, Paul a été ainsi un travailleur infatigable de la transmission. Mais loin de se contenter de transmettre des connaissances toutes faites, il avait ce regard particulier qui encourageait à l'impertinence ou à l'indiscipline. Le conseil que prodiguait Paul à ses étudiants manifeste fort bien la façon dont il concevait la sociologie : « quand vous irez à la bibliothèque pour prendre un livre qu'un enseignant vous a conseillé », disait-il, « ne prenez pas ce livre-là, prenez le livre d'à côté ». « Prendre le livre d'à côté » en dit long sur la manière dont il concevait l'exercice de la pensée. Loin de suivre un chemin tracé, de conforter des idées préalables, cet exercice devait consister, selon lui, à explorer, à aiguiser la curiosité, à élargir ses espaces de questionnements, à éveiller le sens critique. Paul aimait susciter l'intérêt, il se plaisait à ouvrir vers la connaissance qu'il concevait comme une réflexion libre et critique. Accéder au savoir ne relevait, selon lui, ni de la spécialisation académique ni de l'exercice du « technicien du savoir pratique », selon la formule de Sartre qu'il aimait citer. Accéder au savoir relevait d'un idéal de liberté par la connaissance selon une idée d'autonomie, à conquérir par la réflexion, la recherche et la critique. C'est une idée exigeante d'un savoir visant à l'intelligibilité du monde social et voué à expliciter ses rapports de pouvoir, ses inégalités autant que ses injustices.

Mais le « livre d'à côté », c'est aussi autre chose : c'est le livre qui n'est pas la cible de notre intérêt préalable et de notre questionnement premier. C'est celui qui étonne et détonne, celui qui offre de l'inattendu, celui qui, en principe, n'aurait rien à faire là mais qui, précisément parce qu'il n'a rien à y faire, acquiert tout son intérêt. Mais le « livre d'à côté », c'est aussi celui qui relie. Celui avec lequel le lien s'instaure entre des objets séparés artificiellement ; celui qui invite à déplacer l'interrogation vers un domaine auquel elle ne se dirigeait pas, qui tisse des liens entre les phénomènes.

Cette ouverture était à la fois une pratique pédagogique et une éthique de la réflexion et de la recherche. En effet, Paul n'aimait guère l'enfermement dans des domaines de savoirs spécialisés que favorise la division fonctionnelle du

1. Nous tenons cette anecdote de son ancienne étudiante et proche collaboratrice, May Du.

travail intellectuel. Il était contre les idées toutes faites et les mots vides qui étouffent la pensée de ceux qui les expriment comme de ceux qui les écoutent. C'est probablement aussi pour cela qu'il aimait à ce point l'histoire et les détails qui révèlent, au sens quasi photographique du terme, l'organisation sociale et ses transformations. Il était fasciné par exemple par un livre d'histoire de l'art qui montrait qu'au Moyen Age, les genoux des fidèles tremblaient tellement de peur à l'écoute des sermons sur l'enfer et le diable qu'ils faisaient des marques sur les bancs d'Eglise. Dans l'« impertinence » apparente des détails se manifeste la pertinence sociale des représentations et des savoirs normatifs qui lient mais aussi distinguent entre eux les agents sociaux.

A l'instigation de Paul Beaud, l'étude des médias et de la communication sociale se voit ainsi conférer une tâche, originale et radicalement « indisciplinée » : celle d'être une sociologie générale. A la différence d'une sociologie des médias et de la communication sociale qui étudie ces phénomènes en quelque sorte pour eux-mêmes, une telle approche propose de les inscrire au cœur des rapports de pouvoir et des modes asymétriques de légitimation sociale. La presse, la radio, la télévision, au même titre que les romans, les disques ou encore les jeux, font partie des moyens de socialisation et de diffusion culturelle dans lesquels prend forme la représentation que la société moderne se donne d'elle-même. Bien entendu, une telle représentation est normative : elle contribue à redéfinir des normes socioculturelles, à orienter des choix politiques, à diffuser des modèles économiques, à définir l'attribution des ressources. Ce travail de redéfinition ne peut, toutefois, être étudié indépendamment des transformations de la structure sociale. Au contraire, l'enjeu d'une sociologie des médiations est de rendre compte du lien réciproque entre les mutations sociales et la mutation des représentations de cette même mutation, entre les « mots » médiatiques et les « choses » sociales.

Les différentes contributions à ce numéro de *Réseaux* en hommage à Paul Beaud reprennent toutes, explicitement ou implicitement, la question du lien entre la sociologie des médias, de la culture et des techniques et une sociologie générale. Louis Quéré revient ainsi sur la conception des médiations et surtout des médiateurs que *La société de connivence* met en œuvre. Une telle conception souligne la position d'« entre-deux » dans laquelle se trouve la nouvelle classe moyenne, essentiellement constituée par « les techniciens du savoir pratique » (ingénieurs, cadres et techniciens, médecins, enseignants, juristes, chercheurs, publicitaires, journalistes, etc.). Coincée entre la classe dominante et la classe dominée, cette « petite bourgeoisie intellectuelle et

technicienne » reconduit les finalités des classes dirigeantes tout en utilisant leur propre capital culturel et médiatique, basé notamment sur leur savoir-faire rhétorique et relationnel, pour contribuer à la définition d'un monde social à laquelle les dominés ne peuvent prendre part. Pour Louis Quéré, si la critique des présupposés de la sociologie des médias qu'effectue Paul Beaud est tout à fait convaincante, sa critique du pouvoir social des médiateurs et de la « modernisation conservatrice » à laquelle ils participent l'est beaucoup moins. En réduisant l'espace public démocratique que sont censés déployer les médias à un enjeu de lutte interne entre les élites et la petite bourgeoisie, *La Société de connivence* ne rend pas justice au potentiel critique « interne » des repères normatifs dont ce même espace public est le dépositaire. Autrement dit, contrairement à ce que suggère la critique externe, de type bourdieusienne, de l'instrumentalisation idéologique de l'espace public, les représentations dominantes ne sont pas uniquement celles des dominants. Appréhendées dans une perspective plus anthropologique que sociologique, elles manifestent également les ressources critiques « immanentes » que « l'imaginaire social moderne » rend accessibles à tout un chacun et qui permettent de critiquer « de l'intérieur » les mutations de l'espace public. Aux médiations sociales « déformantes » et potentiellement manipulatrices que la nouvelle classe moyenne s'approprierait à son avantage, Louis Quéré oppose ainsi le poids transversal et « interclasse » des médiations symboliques qui s'imposent, à un moment donné de l'histoire, à tous les membres d'une communauté de langage et de pratiques. Le problème, si l'on suit Louis Quéré, c'est qu'à cette échelle, le concept de médiation est trop vaste pour rester heuristique : n'importe quel objet, norme et individu peut accéder au statut de médiation. Perdant ainsi toute capacité discriminante, le concept de médiation serait, tout comme le concept de communication que critique Paul Beaud, un « ornithorynque conceptuel », « déniché dans un marché aux puces épistémologique ».

C'est précisément à la réduction de cette « cacophonie » conceptuelle que s'attèle Olivier Voirol, notamment en rappelant l'ancrage du concept de médiation dans la « pensée de la totalité » que défend l'école de Francfort et qui était, pour Paul Beaud, une référence théorique importante. Une telle pensée vise, d'une part, à dépasser le processus de fragmentation des connaissances « disciplinaires » du social tout comme celui des processus sociaux et économiques afin de reconstituer une vue d'ensemble des activités sociales et de leurs relations mutuelles. D'autre part, elle entend restituer le lien entre le particulier et le général, non pas en termes d'influences mais de dépendance mutuelle, que seule la « dialectique » entre

le particulier et le général permet de restituer. Une approche de la médiation part ainsi « des choses mêmes » sans renoncer au point de vue général. Le concept de médiation, après avoir permis d'établir le diagnostic de la fragmentation, est donc un concept épistémologique et un moyen méthodologique qui permet d'appréhender le monde social du point de vue de la totalité sociohistorique dont il participe. C'est cette « pensée de la totalité » à laquelle est adossé ce concept de médiation qu'Olivier Voirol se propose de renouveler, en allant ainsi à l'encontre du verdict récurrent selon lequel la (post-)modernité se caractériserait par la disparition d'un horizon normatif totalisant. Il entend réhabiliter une telle perspective en se référant à la théorie de la reconnaissance qui invite à se pencher sur les principes normatifs et sémantiques qui permettent la production d'une « totalisation » normative de la société par elle-même. Ces principes de totalisation sont manifestes dans les narrations qui « in-forment » l'expérience vécue – tout au moins l'expérience qui rentre aisément dans leurs schèmes évaluatifs et sémantiques –, mais se retrouvent aussi, et surtout, dans les récits médiatiques qui ont par définition une prétention généralisante. Cela étant, ces principes, s'ils sont accessibles à tous les agents ordinaires, ne sont pas nécessairement consensuels ; ils font l'objet de conflits, de rapports de pouvoir, de luttes et de contestations qui visent à les transformer et à les reconfigurer. Par leur prétention généralisante, ces récits médiatiques témoignent d'un mode de distribution sociale de la reconnaissance et de l'estime sociale qui sont susceptibles d'entrer en résonance avec les évaluations normatives et les enjeux de pouvoir qui régissent des espaces sociaux distincts (monde du travail, monde domestique, etc.). Ces récits généralisants apparaissent donc comme des médiations de première importance dans les sociétés contemporaines, et cela du point de vue théorique du praticien comme du point de vue pratique des membres. Ces médiations sont d'autant plus signifiantes que, pour beaucoup de membres des sociétés contemporaines, elles sont non seulement un mode privilégié d'accès à une entité collective plus large mais aussi un des modes de configuration de leurs récits et de leurs appréciations.

C'est également la conception des médias comme des « laboratoires de totalisation » qui procèdent, notamment par la mise en récit et en images, à la figuration de la communauté et à la constitution d'un monde commun de sens et de référence que défend Laurence Kaufmann. A la suite de Paul Beaud, elle propose une démarche qui refuse de séparer *a priori* communication ordinaire et communication médiatique, médias et société ; il s'agit d'appréhender les liens entre ces niveaux de communication non en termes d'influence ou de

détermination mais en termes de médiation réciproque. Pour ce faire, elle adopte une approche d'obédience simmélienne qui se propose de dégager trois formes principales de communication. Le niveau de la communication intersubjective, tout d'abord, qui implique l'attention mutuelle et la coprésence de deux individus, le niveau de la communication médiatisée, ensuite, qui, en instaurant une relation indirecte qui lie et sépare tout à la fois celles et ceux qui y prennent part, leur permet de « faire société » ; le niveau de la communication médiatique, enfin, qui institue, grâce au « dispositif d'attention conjointe » qu'elle met en œuvre, un « monde commun entre étrangers ». C'est à ce troisième niveau qu'émerge, selon Laurence Kaufmann, une des propriétés formelles des médias : la « déférence structurelle » qu'implique le fait, inhérent à une société de plus en plus complexe, que les individus n'ont pas, *de facto*, un accès direct aux référents socialement pertinents dont les médias se font les relais. Par nécessité et non par choix, ils sont contraints de déférer, c'est-à-dire de « s'en remettre » à l'autorité des médiateurs qui sont censés entretenir un contact privilégié avec la réalité objective aussi bien qu'avec l'ordre de la doxa. Dans les sociétés complexes, la communication médiatique construit ainsi sans relâche un univers d'attention conjointe à des référents lointains et à un « nous abstrait ». Bien qu'un tel univers permette potentiellement d'affranchir les individus des contraintes du « ici-et-maintenant » et de favoriser l'émergence, fondamentalement politique, de finalités nouvelles et de projets à long terme, ses déclinaisons actuelles tendent plutôt à « dépolitiser » leurs destinataires en simulant des formes de communication immédiates, basées sur des ressorts essentiellement « sensoriels » qui rompent le lien interne entre attention, émotion et action. En réduisant apparemment la distance qui le sépare de ses destinataires comme du monde réel dont il se réclame, le dispositif informationnel, notamment, tend à nier le travail des médiations et des médiateurs, ainsi que la chaîne communicationnelle, qui permettent de produire l'illusion réaliste qui est à son principe. L'occultation de la chaîne des médiations transforme alors la déférence structurelle dont tout un chacun est, bon an mal an, l'obligé, en une déférence sociale, inégalement distribuée, qui fait de la société médiatique la « société de déférence » par excellence.

L'hypothèse « beaudienne » selon laquelle les sociétés modernes sont des « sociétés de médiation », marquées par la prolifération des médiateurs et la complexification des dispositifs de communication, se retrouve également dans la contribution de Bernard Miège. Après avoir montré que les mutations actuelles des systèmes de communication et de l'espace public ne remettent pas en question les questionnements et les champs problématiques esquissés

par Paul Beaud il y a une trentaine d'années, il insiste sur le fait que les médias sont des médiations symboliques, par lesquelles le pouvoir social se concrétise et se naturalise, mais également des médiations institutionnelles, qui « font système » avec d'autres secteurs de la vie sociale (branches industrielles, administrations publiques, secteur non marchand, etc.). L'infiltration croissante de ces médiations « hybrides » dans les modes de vie et les modes d'être ensemble, dans la psychologie personnelle ou familiale ou encore dans l'éducation, confirme l'hypothèse de « l'intellectualisation de la vie privée » et de la transformation de l'espace public, de moins en moins politique et de plus en plus « sociétal », dont parlait Paul Beaud. Bien entendu, de telles médiations sont également techniques ; mais à l'encontre des paradigmes « technocentrés » et déterministes qui déduisent directement des nouvelles technologies les pratiques et les usages sociaux qui sont censés leur être corrélatifs, Bernard Miège rappelle le rôle essentiel que les rapports sociaux et les pratiques antérieures jouent dans les configurations sociotechniques. Alors que nombre d'études tendent encore à se focaliser sur la confrontation à court terme, directe ou immédiate entre l'individu et l'outil médiatique, il préconise une démarche intégrative qui rapporte le contexte microsocietique de l'usage sociotechnique à l'environnement social des usagers, à leurs attentes préalables et aux pratiques socialement différenciées dont ils sont coutumiers. Il s'agit ainsi de relier les pratiques médiatiques avec les pratiques culturelles et les compétences cognitives plus globales, qui sont marquées non seulement par les effets générationnels que les études des TIC ont bien mis en évidence mais par des asymétries de classe qui sont loin de disparaître : les classes populaires privilégient le journal télévisé des chaînes généralistes, les « décideurs » les lettres confidentielles, et les classes moyennes les blogs citoyens. Ainsi, pour Bernard Miège, l'essor d'un « individualisme expressif » qui remet en question le monopole « esthétique » des producteurs culturels et affirme l'autonomisation des pratiques individuelles par rapport aux grands dispositifs de communication n'en reste pas moins sensible à la distribution inégale des ressources économiques et socioculturelles. Un tel individualisme implique en effet une flexibilité pratique et psychologique qui entre en résonance avec la flexibilité que le système capitaliste contemporain exige des individus. Ces derniers doivent se montrer capables de s'ajuster à un « monde connexionniste » et de gérer, pour ainsi dire en « flux tendu », leur présentation de soi en fonction des demandes hétérogènes et parfois contradictoires qu'ils reçoivent des différents univers qu'ils traversent.

La contribution de Patrice Flichy porte également sur le lien de médiation réciproque entre technique et société. Prolongeant le projet, esquissé par

Paul Beaud dans *La société de connivence*, qui consiste à intégrer l'analyse de la communication sociale dans une réflexion de sociologie générale et à repenser « le processus par lequel se sédimentent des sens sociaux par l'interaction du technique et du social », Patrice Flichy revient sur ses recherches situées à la jonction de la sociologie de la communication, de la sociologie des techniques et de la sociologie des usages. Après avoir montré comment la question de l'usage se pose dans les différents courants de la sociologie des techniques, des médias et des TIC, soit en termes de configuration de l'usager, d'appropriation, d'incorporation et de construction identitaire ou encore d'imaginaire technique, il met en évidence les apports d'une approche en termes de « cadre d'usage ». D'une part, une telle approche articule les usages avec des prescriptions et des attentes normatives puisqu'un cadre d'usage implique des normes spécifiant le type d'activités proposées par la technique, en les situant dans les pratiques sociales et les routines quotidiennes tout autant que dans des lieux et des situations où cette technique peut se déployer. D'autre part, l'approche en termes de cadre d'usage s'inscrit dans la lignée d'une sociologie des médiations qui refuse de fragmenter les questions relatives aux relations entre technique et société. Le concept de « cadre d'usage » permet ainsi de considérer les pratiques sociotechniques comme le résultat de l'action conjointe de tous les acteurs et médiateurs qui y sont impliqués (concepteur, médias, prescripteur, acheteur, installateur, usager). Les ajustements fréquents de la conception et du fonctionnement technique aux usages créatifs auxquels ils ont donné lieu inscrit, de fait, l'usager dans une chaîne d'action et de réaction au long cours qui, même si elle est souvent trop longue pour être visible, manifeste la médiation réciproque entre les objets techniques et les pratiques sociales. C'est dire si une telle approche va à l'encontre des segmentations établies par les différentes approches des techniques et des usages, puisqu'elle se développe, comme le souligne l'auteur, « à la frontière de plusieurs champs : sociologie de la technique, sociologie des médias, sociologie des usages domestiques, sociologie des organisations ».

C'est aussi sur un objet sociologique situé à la croisée de plusieurs enjeux, notamment culturels et économiques, que se penche Dominique Pasquier. En analysant les barèmes de rémunération dans la télévision française, elle montre combien l'industrie culturelle, certes marquée par des logiques économiques, reste traversée par des appréciations culturelles et des conflits normatifs. En suivant, sur plus de vingt-cinq ans, l'évolution des barèmes de rémunération des œuvres de fiction télévisuelle, elle met à jour les tensions entre institutions, catégories d'auteurs, diffuseurs et sociétés d'auteurs. La

fixation de ces barèmes suppose en effet de dégager, selon les cas, des critères tels que le degré d'élaboration de l'œuvre, son originalité ou encore son heure de diffusion, ce qui peut entraîner des niveaux de rémunération très différents pour les auteurs concernés. Sans s'y référer explicitement, Dominique Pasquier met en œuvre une démarche « typique » de la sociologie des médiations puisque, partant d'un objet précis, elle fait ressortir l'évolution des crises, des enjeux et des rapports de force plus généraux au sein de l'univers télévisuel. Ainsi, dit-elle, ces barèmes « racontent une sorte d'histoire à rebours, celle des crises récurrentes qu'engendre un secteur de production culturelle en perpétuelle mutation ». Parce que la fixation des « barèmes de l'originalité » relève à la fois de l'appréciation et de la quantification d'activités créatives, elle se situe au cœur de processus qui reflètent les rapports entre catégories et générations d'auteurs, en conflit pour défendre la « valeur » de leurs activités de création audiovisuelle. Dominique Pasquier révèle ainsi une tension essentielle au sein de l'industrie culturelle entre, d'une part, la nécessité d'élaborer des échelles de classement et d'appréciation basées sur des principes d'équivalence entre les œuvres audiovisuelles et, d'autre part, la nécessaire considération de l'originalité et la singularité de ces œuvres – laquelle bute devant la difficulté, voire l'impossibilité, d'élaborer des critères « objectifs » ou relativement stables.

La démarche qu'adopte Erik Neveu consiste également à concevoir un objet précis, en l'occurrence la cérémonie de la commémoration du Bicentenaire de la Révolution française, comme le révélateur d'un contexte politico-intellectuel, voire d'un imaginaire plus global. Dans les années quatre-vingt, en effet, la disqualification politique et intellectuelle d'une vision du monde en termes de classes sociales, d'inégalités matérielles et de conflits sociaux est particulièrement nette dans le débat historiographique sur la Révolution française. L'interprétation marxiste ou jacobiniste de la Révolution, jusqu'alors dominante, fait place à une nouvelle interprétation, dite « révisionniste », qui fait de la soi-disant « rupture » révolutionnaire une illusion idéologique, issue des compromis internes des élites. La critique du fort potentiel anti-démocratique, sinon totalitaire, de la Révolution dont ce nouveau cadre interprétatif est le dépositaire dépasse largement le cercle étroit de la communauté historienne. Obligeamment relayé, dans l'espace public, par les médias, un tel discours permet de régler ses comptes à la « vieille gauche » en insistant sur le potentiel progressiste d'un libéralisme réformiste qui s'érige contre les pressions de l'égalitarisme, les aveuglements idéologiques et le potentiel totalitaire des projets de restructuration radicale du social. Une telle

vulgate, encore renforcée par les discours contre-révolutionnaires de la droite conservatrice, restreint « l'espace du commémorable » et favorise l'essor d'un compromis « révisionniste » qui célèbre les acquis consensuels de la Révolution (fraternité entre les peuples, droits de l'homme, etc.) tout en restant lucide sur les dérives inhérentes au processus révolutionnaire. Pour Erik Neveu, c'est bien cette part consensuelle de l'héritage révolutionnaire dont témoigne la fête du Bicentenaire, confiée au publicitaire J.-P. Goude. Le défilé-opéra qu'il organise revêt en effet une forme festive et esthétique qui délaisse toute référence directe à l'événement révolutionnaire pour vanter les mérites de la fraternité entre les peuples dont témoigneraient le métissage culturel et la « sonorité mondiale » des musiques du monde. Une telle occultation de l'événement révolutionnaire et de ses dimensions conflictuelles se retrouve, sous différentes formes, dans les commentaires télévisés de la retransmission de la cérémonie.

Malgré la diversité d'approches, d'objets et de points de vue dont témoignent les différentes contributions de ce numéro, le concept de médiation semble garder une grande partie de sa fonction heuristique. Certes, il est bien, d'une certaine manière, un « ornithorynque » conceptuel : loin d'être un objet spécifique, clairement identifiable dans le monde social, ce concept renvoie plus à un point de vue ou à une posture épistémologique qui rapporte des phénomènes apparemment isolés aux configurations socio-historiques dans lesquelles ils prennent place. Une telle posture invite à délaisser la fragmentation des thèmes d'ores et déjà constitués de la sociologie classique (les médias, la culture, la technique, la mémoire nationale, etc.) pour se centrer sur les processus, nécessairement hybrides, de leur constitution. Dans un contexte académique et social qui insiste sur la « déliaison » des phénomènes et des individus, le recours au concept de médiation permet de réhabiliter, à bon escient, le « droit de l'ensemble » par rapport aux droits, par trop privilégiés, des éléments qui le composent. Un tel recours fait de l'entendement sociologique un « jugement réfléchissant » : le général, loin d'être donné à l'avance sous la forme de règles préexistantes, doit être trouvé à partir du donné particulier. Le concept de médiation permet ainsi de réinscrire des phénomènes qui paraissent de prime abord séparés, aux yeux des sociologues comme à ceux des membres de la société, dans des tissus de relations et d'interdépendance qui les rendent intelligibles. Mais le concept de médiation est aussi et surtout un concept critique qui « déréifie » les « faits » sociaux. En mettant en visibilité la dimension relative et temporaire des productions sociohistoriques, il les prive de la naturalité

apparente que leur confèrent les structures et les usages établis et les réintègre dans le champ de l'action individuelle et collective.

Le concept de médiation permet donc de rétablir des ponts, théoriquement et empiriquement, entre les différents niveaux de signification d'un objet donné. Mais c'est aussi quand il est mobilisé, implicitement ou explicitement, dans l'enquête empirique qu'un tel concept gagne un intérêt supplémentaire : il ne renvoie alors plus seulement à une posture épistémologique mais à une posture méthodologique qui invite à l'examen des relations effectives de liaison, de déliaison et de délimitation des rapports sociaux. Qu'elles soient techniques, économiques, médiatiques, politiques ou culturelles, les médiations délimitent l'horizon d'attente et le champ d'expérience des individus et des groupes sociaux. Comme le rappelle Paul, une des médiations les plus parfaites n'est autre que la monnaie. En effet, la monnaie substitue à l'instantanéité et à la matérialité du troc un détour, une abstraction, un différé qui se glisse dans les moindres interstices de notre expérience ordinaire du monde social². La monnaie est notamment la médiation omniprésente de notre rapport et de notre expérience du temps, qui devient le temps minuté, discipliné, quadrillé, de la production industrielle et de la consommation des loisirs. Comme le suggère Paul, la manière dont la médiation monétaire structure notre rapport au temps entre en résonance avec la médiation médiatique, notamment celle que constitue la production journalière de « l'actualité ». L'actualité consiste en effet en une succession non structurée de moments présents et déconnectés entre eux qui s'inscrivent dans une sorte de continuum spatial³. A la dépossession industrielle de l'expérience du temps se rajoute ainsi la « détemporalisation » médiatique, qui aboutit à une forme d'amnésie individuelle et collective. Une telle amnésie, qui manifeste plus largement l'insuffisance de la mémoire collective propre aux sociétés contemporaines, est nécessaire. Pour ne pas mourir comme le héros de Borges qu'affectionnait tant Paul, l'homme encombré par les informations qui l'envahissent de toute part ne doit pas oublier d'oublier...

La diversité des contributions, des thèmes et des angles d'approche qui alimentent ce numéro d'hommage de *Réseaux* est à l'image de la diversité des intérêts, des approches et des questionnements de Paul Beaud. Ce volume

2. BEAUD (1989), « La nonchalance et le sérieux. Sur les médias et le temps », *Degrés*, n° 57, p.1-21.

3. BEAUD, « Sens et non-sens de l'information télévisée », ce volume.

témoigne à sa façon des impulsions que ses travaux ont créées chez ses collègues et ses étudiants ; il témoigne à sa manière du fait que les idées et les approches sur lesquelles Paul réfléchissait restent au cœur des questions et des enjeux contemporains d'une sociologie des médias et de la communication sociale. Deux textes de sa plume, publiés pour la première fois dans le présent volume témoignent d'ailleurs, à leur manière, de cette actualité.

Ce numéro a recueilli, en outre, des contributions de proches et de collaborateurs qui apportent un témoignage sur Paul en tant qu'ami et collègue. Il a en effet marqué celles et ceux qui l'ont côtoyé non seulement par son ouverture d'esprit, son humour et sa loyauté, mais aussi par son goût pour les contrepéties, le bon vin, le soleil de la Grèce et les cantatrices mezzo-sopranos... C'est aussi, en creux, à ces multiples facettes de sa personnalité que le présent volume rend hommage.

Ce numéro comprend également quatre variétés dont Paul Beaud n'aura pas eu à connaître, lui qui participait si activement à leur sélection et leur amélioration.

Cédric Calvignac présente une innovation par l'utilisateur en interrogeant, à travers une approche socio-économique, la manière dont les réseaux wifi communautaires permettent de fluidifier la frontière entre les entreprises et les consommateurs, en créant des communautés co-conceptrices.

David Peyron propose une réflexion sur une convergence culturelle née de l'existence de mondes imaginaires dans les œuvres de science fiction ou d'*heroic fantasy* qui se diffusent dans la culture de masse, à travers un grand nombre de supports, du jeu vidéo à la bande dessinée.

C'est l'analyse d'un site dialogique qui amène Baudouin Dupret, Enrique Klaus et Jean-Noël Ferrié à analyser le débat parlementaire égyptien à propos de la question du voile islamique, le jeu de la représentation politique étant orienté à la fois vers l'intérieur et l'extérieur de l'enceinte.

Loïc Ballarini met enfin à jour un décalage croissant entre ce qui se trouve dans la presse locale qu'il a particulièrement étudiée en Bretagne et ce que vivent ses lecteurs. Privilégiant la stabilité sociale et juxtaposant des micro-événements sans mise en contexte, elle constitue dès lors un média de diversion.

